

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RELATIONS AVEC CUBA ET L'ALGÉRIE ET
L'ENTRAÎNEMENT DE TERRORISTES

[Traduction]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Voudrait-il faire une déclaration à l'appel des motions avant le congé de Noël ou peut-être demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de le faire, au sujet de nos relations avec la république de Cuba et celle d'Algérie? Il s'agit tout particulièrement des Canadiens qui s'initient au terrorisme sous les auspices de ces gouvernements avec lesquels nous sommes en relations, et qui reviennent ensuite au Canada et, dans l'affaire Cross, renvoyés à Cuba. Beaucoup de Canadiens s'interrogent à ce sujet.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sera présent demain et, si la question lui est posée, il saura peut-être y répondre.

* * *

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—L'EXCÉDENT PRÉVU POUR 1970-1971 ET 1971-1972—
LES FRAIS D'ENTREPOSAGE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission du blé. Il est difficile de suivre le fil des réponses qu'il a données à divers députés. Dans l'état actuel des choses, le gouvernement canadien paie l'excédent d'entreposage du blé sur toutes les quantités au-delà de 170 millions de boisseaux. Le cultivateur touche ainsi plus qu'il n'obtiendrait autrement. Le ministre peut-il me dire le report que prévoit le gouvernement pour le blé en ce qui concerne les récoltes de 1970-1971 et de 1971-1972? Il doit bien avoir une estimation.

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il ne peut s'agir pour le moment que d'une estimation probablement de l'ordre de 250 millions de boisseaux.

M. Diefenbaker: S'il s'agit de 250 millions de boisseaux, alors pour 70 millions de boisseaux l'entreposage sera imputé au cultivateur, tandis que le gouvernement le paie aujourd'hui. N'est-ce pas exact?

L'hon. M. Lang: C'est exact, monsieur l'Orateur, pour ce montant. En d'autres termes, la déduction des sommes qu'aurait versées le Trésor au cultivateur serait de l'ordre de 15 millions de dollars, et à titre d'indemnité il pourrait toucher 100 millions de dollars par l'intermédiaire de la caisse de stabilisation.

M. l'Orateur: Je donne la parole au député d'Oshawa-Whitby.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce, mais il semble avoir disparu depuis 30 secondes.

LA CONSTRUCTION NAVALE

CONTRATS POUR LES CHANTIERS D'HALIFAX

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et des Services. L'honorable représentant pourrait-il vérifier auprès du ministre de la Défense nationale et d'autres ministres qui s'occupent de navires pour voir s'il ne serait pas possible d'accorder des contrats aux chantiers maritimes de Halifax étant donné les mises à pied imminentes?

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et des Services): Je le ferai volontiers, monsieur l'Orateur.

* * *

LES FINANCES

LA FUSION DE LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS
AU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Comme la Commission des prix et des revenus compte maintenant 125 employés et que, d'après son président les principes directeurs sur les prix et salaires ne seront plus en vigueur à la fin du mois, ce qui fait qu'elle se trouvera à jouer un rôle secondaire, soit d'enquêter sur les prix et les salaires, songe-t-on dans ce cas à la fusionner avec le Conseil économique du Canada, ce qui permettrait au gouvernement de réduire le personnel?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur. Je voudrais ajouter qu'à mon avis, la Commission a effectué un excellent travail l'an dernier. C'est uniquement au Canada que les prix des produits de base n'ont pas été majorés l'an dernier.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

DEMANDE D'ENGAGEMENT PAR LE GOUVERNEMENT AU
SUJET DES PENSIONS AFIN D'ACCÉLÉRER L'ADOPTION
DU BILL RELATIF AU FINANCEMENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports, puis-je poser une question au ministre suppléant? Comme le leader du gouvernement à la Chambre veut abattre le plus de travail possible avant le congé de Noël, le gouvernement songe-t-il à prendre un engagement au sujet des pensions du CN comme l'a recommandé la Chambre des communes, afin que le débat en vue de l'adoption du bill relatif au financement du CN soit le plus court possible?

L'hon. James Richardson (ministre suppléant des Transports): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, le ministre des Transports a répondu plusieurs fois à la question.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Comme question supplémentaire, monsieur l'Orateur, puis-je savoir si, au lieu d'un simple message du CN, on s'engagera à faire quelque chose?